

La visite du pape au Luxembourg suscite de «vives inquiétudes»



[Accueil](#) | [A la Une](#) | La visite du pape au Luxembourg suscite de «vives inquiétudes»

L'imminente visite du pape François au Luxembourg suscite de «vives inquiétudes» de la part de la communauté d'athées, d'humanistes et de libres penseurs (AHA) du pays. Les questions de «position neutre» du Grand-Duc Henri, ainsi que les frais liés à cette visite, sont notamment pointés du doigt.

«Nous réclamons une totale transparence sur l'affectation des ressources de l'État pour cette visite et demandons (...) dans quelle mesure l'argent des contribuables est utilisé». La lettre ouverte envoyée à la presse dimanche soir par l'AHA donne le ton, à seulement quelques jours de [la visite du pape François dans la capitale luxembourgeoise](#).

L'association, représentantes d'organisations engagées pour la séparation de l'État et des institutions religieuses, ne voit pas d'un très bon œil la

venue du souverain pontife, invité personnellement par le Grand-Duc Henri.

«Comme le Grand-Duc a invité le représentant du Vatican pour ses croyances privées, se pose alors la question, si les frais engendrés par cette visite ne devraient pas être imputés aux frais personnels du Grand-Duc», soulignent les présidents Bob Reuter et Jean-Jacques Ruppert, ajoutant : «(...) Dans un État laïque, l'utilisation de fonds publics à des fins à caractère religieux doit faire l'objet d'un examen attentif».

Une position «malhonnête»

De cette première remarque en découle une deuxième, à savoir que dans sa qualité de chef d'État, le Grand-Duc Henri se devrait de respecter une «position neutre» dans l'exercice de ses fonctions représentatives du Luxembourg. L'AHA rappelle ainsi que, selon une récente enquête menée par leurs soins, «plus de la moitié des résidents au Luxembourg se déclare « non religieuse »».

«Nous sommes donc en droit de questionner le bien-fondé de l'invitation du Grand-Duc au pape et de la visite de ce dernier, qui ne reflète point les valeurs et les croyances de la majorité de la population du Luxembourg».

Enfin, l'entrevue accordée au pape par le Premier ministre, Luc Frieden, semble également créer des remous. L'AHA se réfère ainsi à la convention de Montevideo de 1933, qui certifie que le Vatican «n'est pas un État au vrai sens du terme» : «Le Vatican n'est que le support territorial d'une simple croyance religieuse dont le pape est le représentant. Or, le pape a «accordé» une rencontre à Luc Frieden, Premier ministre du Luxembourg, qui place ce dernier dans une position subalterne qui n'est ni appropriée ni digne d'un représentant d'une nation souveraine laïque.»

«Prétendre que la venue du pape François n'est autre que la visite d'un Chef d'État est malhonnête.», conclut l'association. Voilà qui est dit.

À lire aussi

[Le pape annule des audiences en raison d'une légère grippe](#)